

CCIG info

TROP DE PAPIERS EN LIBERTÉ ?
CAPTUREZ-LES !



DU COPIEUR À LA GED
devillard
T. 0848 912 912 www.devillard.ch

Bulletin d'information de la
Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève

Commerce international

En novembre, une mission économique emmènera au Japon des entrepreneurs genevois en compagnie de Pierre Maudet. **PAGE 5**

infoCHAMBRE

La Fondation pour les terrains industriels de Genève, partenaire majeur de la CCIG, ne manque pas de défis à relever. **PAGE 7**

Comment bien utiliser la CCIG

Vous êtes membre de la Chambre. Mais connaissez-vous tous les services qu'elle peut vous offrir? **PAGE 9**

Formation professionnelle

Entreprises et apprentis : une relation gagnant-gagnant

Genève compte davantage de jeunes en formation professionnelle – tant duale qu'à plein temps – que de gymnasiens. C'est qu'elle a su faire évoluer le système de formation pour coller au plus près des besoins des entreprises. De leur côté, les apprentis d'aujourd'hui ne peuvent que se féliciter de leur choix puisque près de 90 % des titulaires de CFC trouvent un emploi dans les six mois suivant l'achèvement de leur formation¹. Mais l'économie évolue à une telle vitesse que la formation est déjà confrontée à de nouveaux défis : des jeunes qui choisissent la formation professionnelle plus tard dans leur cursus et des entreprises qu'il faut sans cesse convaincre qu'elles ont à gagner en offrant des places d'apprentissage.



Grégoire Evêquoz, directeur général de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue.

Les défis de la formation professionnelle

Nouveaux apprentis et nouveaux métiers : les défis auxquels la formation professionnelle est confrontée ne manquent pas. Contrairement à une idée longtemps répandue, la formation professionnelle n'est pas,

pour les jeunes qui la choisissent, une solution de repli. D'ailleurs plusieurs métiers, tels qu'installateur électricien ou laborantin en chimie, requièrent pour l'entrée en apprentissage le même niveau que celui nécessaire pour entrer au Collège.

Ils commencent néanmoins un apprentissage de plus en plus tard. Ainsi, la moyenne d'âge à l'entrée en apprentissage de commerce est aujourd'hui de 21 ans. Souvent, ils ont déjà suivi une autre formation. 10 à 15 % d'entre eux détiennent déjà un diplôme, maturité gymnasiale ou diplôme de l'Ecole de culture générale, voire même un bachelors. Ce sont au final la majorité des apprentis de commerce qui démarrent leur formation duale avec

un bagage scolaire supérieur à celui du Cycle d'orientation. « Cette mutation du profil des jeunes en formation professionnelle est l'un des enjeux du futur », dit Grégoire Evêquoz, directeur général de l'Office d'orientation, de formation professionnelle et continue (OFPC). « Il faut désormais trouver un moyen d'individualiser les parcours, par exemple en écourtant la formation théorique là où il existe des acquis. »

A côté de cette modification de la population, de nouveaux métiers émergent. On estime que plus de la moitié des écoliers actuels pratiqueront des métiers qui n'existent pas encore lorsqu'ils seront diplômés. LinkedIn a répertorié les dix métiers qui se sont imposés sur le marché

Canton	2000		2012	
	Maturité professionnelle (%)	Maturité professionnelle (%)	Maturité professionnelle (%)	Maturité gymnasiale (%)
VD	6.2	9.8	23.1	
GE	2.3	8.1	28.4	
VS	7.2	14.5	17.3	
FR	9.0	15.6	23.0	
NE	8.0	17.5	23.2	
JU	9.9	16.0	20.4	
BE	9.8	14.7	18.0	
Moyenne suisse	7.8	13.7	19.6	

source : OFS

du travail depuis cinq ans et qui contiennent déjà des indications sur l'évolution de certaines activités. Ainsi se profilent par exemple le spécialiste en médias sociaux, l'architecte de données ou le développeur Android.

De son côté, l'Association française pour l'emploi des cadres a récemment publié un guide présentant soixante métiers en émergence, qui se retrouvent dans trois grands groupes d'activités : celles qui visent à minimiser toutes sortes de risques

suite page 2

¹ La presse romande s'est timidement fait l'écho, mi-août 2014, du plaidoyer de l'ancien Surveillant des prix, Rudolf Strahm, en faveur de l'apprentissage, mieux adapté aux besoins des entreprises que nombre de cursus académiques.

Avec Secur'Archiv vos archives restent en Suisse!

ENTREPOSAGE D'ARCHIVES
NUMERISATION ET ARCHIVAGE ÉLECTRONIQUE.

**RÉDUISEZ VOS COÛTS DE PERSONNEL,
D'ARCHIVAGE ET GAGNEZ DE LA PLACE!**

WWW.SECURARCHIV.CH
+41 22 827 80 25

ENVIRONNEMENT ULTRA-SÉCURISÉ – NORMES ISO 9001 – ANONYMAT ABSOLU
BANQUES / AVOCATS / PHARMA & MEDICAL / FIDUCIAIRES / MULTINATIONALES / HORLOGERIE / INDUSTRIES / ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Secur'Archiv

JACQUES JEANNERAT
Directeur



Les talents, matière première de l'économie suisse

En l'absence de matières premières, la Suisse se nourrit – au propre aussi bien qu'au figuré – des savoir-faire qu'elle a développés au fil du temps et de ceux qu'elle suscite aujourd'hui. La pérennité de ce système repose sur la qualité des cerveaux dont dispose son économie.

Comme le montrent divers indices, notamment le Global Talent Competitiveness Index (GTCI) publié pour la première fois fin 2013, la Suisse est première de classe pour ce qui est de créer et d'attirer des talents¹.

Cependant, les enquêtes se suivent et se ressemblent qui soulignent combien certains secteurs souffrent d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La plus récente place les ouvriers qualifiés en tête des dix professions les plus recherchées; viennent ensuite les cadres et dirigeants d'entreprise, suivis des techniciens au troisième rang².

Ce qu'on appelle communément « la guerre des talents » porte, d'une part, sur la création de cette ressource et, d'autre part, sur la capacité de l'attirer. Les efforts que déploie Genève pour revaloriser la formation professionnelle aux yeux tant des jeunes que des entreprises sont couronnés de succès, comme on le verra dans le dossier ci-contre, notamment parce qu'un véritable tandem a été créé entre les associations professionnelles et l'administration.

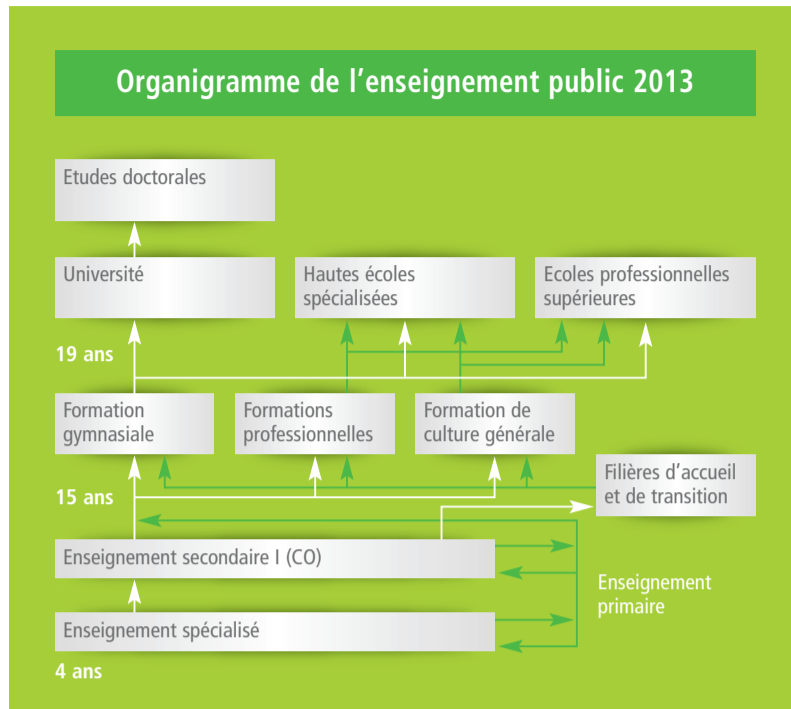
Il deviendra par contre beaucoup plus ardu d'attirer des talents suite à la votation de février sur l'immigration de masse. En cumulant ses effets avec le recul de la natalité et le vieillissement de la population, cette décision sonne, à moyen terme, le glas de nombreuses forces vives indispensables aux entreprises. Cette perte ne pourra être comblée qu'en mettant en œuvre plusieurs moyens complémentaires. Une formation professionnelle toujours plus efficace, c'est-à-dire à l'écoute des besoins des entreprises, fait sans aucun doute partie du premier train de mesures.

¹ Cf. édito de l'e-ccig du 4 décembre 2013

² Bilan.ch, 19 août 2014, « En Suisse, une entreprise sur trois touchée par la pénurie de talents »

ÉDITORIAL

suite de la page 1 ▶

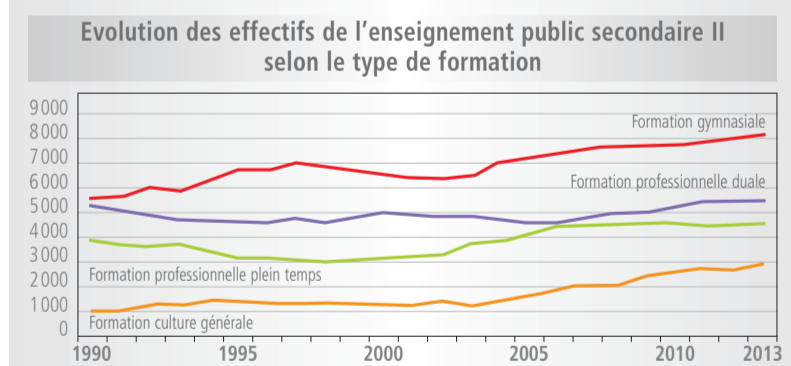


économiques, environnementaux et humains (ingénieur écoconception, responsable management des risques, consultant en risques psychosociaux, etc.); celles qui ont pour but de trouver une meilleure rentabilité et maîtrise des coûts (responsable de la gestion des talents, responsable de la gestion des données, ingénieur en efficacité énergétique, etc.); enfin, celles qui visent à donner du sens à l'engagement de l'entreprise en temps de crise et à dialoguer avec les consommateurs sur le web social (responsable web, chargé de communication on line, etc.).

En toile de fond de l'émergence des nouveaux métiers se retrouvent donc les tendances fortes qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, telles que les révolutions technologiques, la concurrence internationale toujours plus vive, les enjeux en matière de bien-

être des personnes, de consommation et de pollution.

Comment faire pour que le système de formation prépare le mieux possible les jeunes à l'exercice d'activités dont on ne connaît pas encore tous les contours? « Une manière de relever ce défi est de maintenir des liens très forts entre l'économie, les entreprises et ceux qui forment, estime Grégoire Evéquoz, afin que les nouveaux besoins de l'économie et de la société puissent rapidement être intégrés dans les programmes de formation. Il s'agira notamment de tenir compte de l'importance croissante de compétences telles que la capacité d'adaptation, d'innovation, de travail en réseau, d'apprentissage. Celles-ci constituent déjà, mais ce sera encore plus le cas demain, le cœur même de l'employabilité, dans un contexte où les entreprises vont devoir sans cesse innover,



Memento statistique de l'éducation à Genève, Service de la recherche en éducation, Genève

adapter leur fonctionnement et intégrer de nouvelles technologies.»

Adéquation avec les besoins

Le système suisse de formation donne aux associations professionnelles une place prépondérante. Ainsi, tant le programme que le contenu des examens sont élaborés par les associations faitières nationales. Par voie de conséquence, il n'existe qu'un système de certification: national. Cela explique qu'il peut parfois y avoir un décalage avec les besoins des entreprises locales. De même, pour pouvoir créer un CFC, une association faitière doit exister dans la branche.

En l'absence de celle-ci, il existe cependant d'autres moyens. Ainsi, il n'y a pas, en Suisse, d'association faitière dans le secteur du transport public. Ce qui n'empêche pas les TPG d'avoir besoin de personnel formé et certifié. Le problème a été résolu par le biais de la formation continue. Une formation de 130 heures a été mise sur pied, débouchant sur la délivrance d'un diplôme cantonal intitulé « Certification de formation continue de conducteur en transport public ». Il aura fallu moins de deux ans pour mettre cette formation en place, alors qu'il en faut en tout cas sept pour créer un nouveau CFC.

Dans le même ordre d'idées, afin d'améliorer le confort de ses patients, l'hôpital de la Tour a eu besoin que les aides-soignants maîtrisent des notions d'hôtellerie. Une formation continue particulière, également sanctionnée par un diplôme, a donc été mise sur pied par l'OFPC en collaboration avec l'Ecole hôtelière de Genève et l'association professionnelle des aides-soignants. Elle débouche sur un titre de certification de formation continue en restauration et service hospitalier.

« C'est l'avantage de la formation continue, explique Grégoire Evéquoz, elle est plus souple et permet donc

PRO CARE SYSTEMS

- ▶ **Spécialiste en entretien et protection anti-taches sur moquettes, tapis, mobiliers en tissu et cuir, double-rideaux et tentures murales**
- ▶ Service aux entreprises et particuliers, intervention sur place
- ▶ + de 600 clients sur le bassin genevois

022 301 73 01 Δ www.procure-systems.ch Δ info@procure-systems.ch

Proprement indispensable

de répondre plus rapidement aux besoins de l'économie, en particulier dans le contexte d'une région. »

L'apprentissage doit rester ce qu'il est : un apprentissage

Pour autant, jusqu'où faut-il aller dans la spécialisation ? Il n'existe pas en Suisse de formation de chocolatier, par exemple ; elle est comprise dans celle de confiseur. Dans le domaine du cuir, il était possible autrefois de choisir entre plusieurs métiers tels que maroquinier, artisan du cuir, etc. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'une formation : artisan du cuir et du textile. « C'est que le marché suisse n'a pas besoin de plus. Toute l'essence de notre système dual, c'est de partir de la réalité des besoins », analyse Grégoire Evéquoz.

Les entreprises, de leur côté, sont de plus en plus exigeantes. Et pourtant, le niveau de l'apprentissage est plus élevé qu'il y a 20 ans : les langues ont fait leur apparition au programme et la durée des études s'est allongée : il n'existe plus de formation aboutissant au CFC en deux ans. Aujourd'hui c'est trois ou quatre ans. « L'une des craintes pour l'avenir, dit Grégoire Evéquoz, c'est que les formations de niveau secondaire ne soient plus suffisantes, en dépit du durcissement des critères d'apprentissage. Il existe aujourd'hui un risque très net de faire de l'apprentissage déjà une formation avec des exigences tertiaires, ce qui n'est pas souhaitable. »

Rendre l'apprentissage plus accessible... pour les entreprises

A Genève, le nombre d'entreprises habilitées à former est passé de 2050 en 2001 à 4153 en 2013, mais cela ne signifie pas que toutes forment effectivement. C'est que les contraintes sont nombreuses. Grégoire Evéquoz a ainsi calculé qu'en 15 ans, 300 ordonnances liées à la formation avaient été soit promulguées, soit modifiées. « Il est vrai qu'il est devenu plus compliqué pour une entreprise de former, reconnaît-il. Les tâches administratives, en particulier, se sont réellement alourdies. C'est la raison pour laquelle l'OFPC a développé un programme d'aide aux entreprises. »

Plusieurs mesures composent ce programme. Par exemple, sur le modèle du « speed dating », des réunions sont organisées régulièrement – deux fois par semaine à certaines périodes –, mettant en présence jeunes et entreprises. « A l'origine, nous avons mis cela en place pour aider les jeunes, explique le directeur de l'OFPC, mais nous nous sommes vite rendu compte que les entreprises étaient intéressées à recruter directement par ce biais. »

Il y a eu également l'introduction du test EVA (Evaluation informatisée pour l'entrée en apprentissage), qui évalue le niveau de français et de maths des jeunes avant l'entrée en apprentissage. Suite aux tests, les dossiers de candidature sont adressés aux entreprises, selon les profes-

sions souhaitées par les candidats. Les entreprises sont ainsi d'emblée fixées sur les compétences des candidats dans ces deux domaines. Le coût du test est pris en charge par l'Etat et le Fonds cantonal genevois en faveur de la formation professionnelle et continue (FFPC), et 1200 jeunes l'ont passé cette année.

On peut encore citer le Chèque label entreprise formatrice (CLeF). D'une valeur de 1500 francs, il correspond à 10 heures de coaching, assurées par un spécialiste de la formation professionnelle mis à disposition de l'entreprise par l'OFPC. Le coach intervient à la demande de l'entreprise et en fonction de ses besoins spécifiques. L'OFPC prend à sa charge la formation des coaches et l'évaluation de leur activité, tandis que la collectivité publique (les communes) paie leurs prestations. Le chèque est renouvelable une fois pendant la durée de la formation de l'apprenti. Une entreprise peut faire appel à un coach, soit parce qu'elle n'a jamais formé et qu'elle ne connaît pas bien le système, soit parce qu'elle souhaite se décharger de certaines tâches liées au suivi de l'apprenti, ou encore parce qu'elle est confrontée à des difficultés avec son apprenti.

Genève a su sauver l'apprentissage

Genève peut aujourd'hui se féliciter de ce que le nombre d'apprentis (formation duale) a retrouvé son niveau de 1990, c'est-à-dire celui qu'il avait avant que la tertiarisation de l'économie ne s'accélère. Cela s'explique par l'introduction de nouvelles formations, en particulier dans le domaine santé-social, ainsi que par la mise en œuvre d'une maturité professionnelle qui, préparée pendant l'apprentissage ou après l'obtention du CFC, permet d'accéder aux formations tertiaires des Hautes écoles spécialisées (HES).

La situation est moins rose en Suisse alémanique. L'Office fédéral de la statistique prévoit une baisse globale du nombre d'apprentis de 3,1 % entre 2012 et 2019. En cause, un déficit des naissances entre 1992 et 2003. Pour la Suisse romande, cette diminution ne serait toutefois que de 1,8 %, grâce à un tissu économique plus fortement tertiarisé et à un apport plus important de l'immigration².

En moyenne nationale, 9 % des places d'apprentissage (environ 8500) sont restées vacantes en 2013. Dans deux tiers des cas, les entreprises annoncent n'avoir pas reçu de postulation adéquate. Attentes démesurées ou cursus inadapté ? « Nous connaissons aussi ce genre de phénomène, et sommes peut-être mieux préparés que les Alémaniques à y faire face, avec le développement d'offres transitoires ou passerelles. » ■

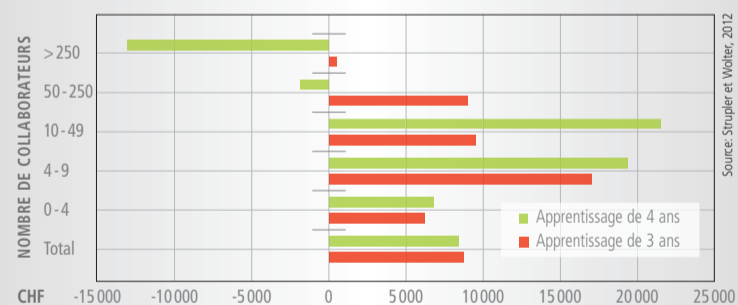
Succès du CFC bilingue

Au travers de sa newsletter électronique notamment, la CCIG a largement promu le nouveau CFC d'employé de commerce bilingue français-anglais (pour les branches « Service et Administration » et « Agence de Voyages ») lancé au début de l'an dernier par l'OFPC, avec le soutien de la Confédération. « Avec 930 multinationales basées à Genève et environ un tiers de la population active du canton utilisant l'anglais dans son cadre de travail, il existe un besoin avéré au sein de l'économie », relève Grégoire Evéquoz. Sans surprise, la formation a donc connu du succès, même si les effectifs restent encore modestes. En 2013, 12 élèves ont pu bénéficier de cette formation. Pour la rentrée 2014-2015, ils seront une vingtaine formés dans environ quinze entreprises.

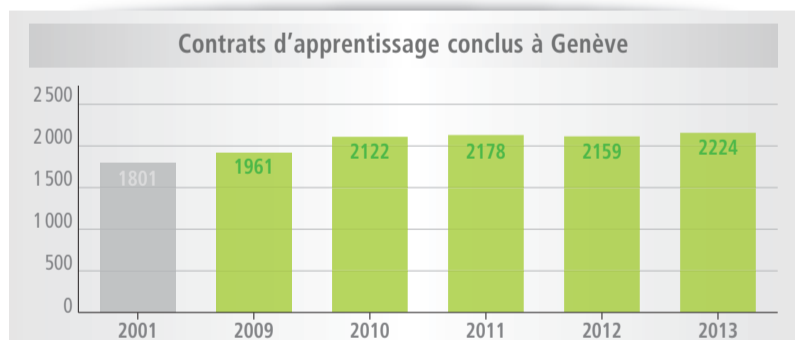
Un apprenti, ça rapporte !

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, former un apprenti ne représente pas un coût net pour l'entreprise, mais un bénéfice. En 2009, ce bénéfice net s'est élevé à 474 millions de francs pour un investissement brut de 5,35 milliards. Ces données confirment la tendance observée depuis dix ans déjà par les auteurs de l'étude, qui enquêtent auprès de 2500 entreprises formatrices*.

Revenu net généré par un apprenti, selon la taille de l'entreprise (2009)



* Mirjam Strupler et Stefan C. Wolter, « La formation duale : un gage de réussite – aussi pour les entreprises », 2012



² L'Hebdo, « L'heure de la remise en question », 15 mai 2014 et l'Agéfi, « L'apprentissage en porte-à-faux », 15 mai 2014 (sur le site www.agefi.com, taper « apprentissage en porte-à-faux » dans la recherche).



BMC propose son ERP ...



« La stratégie pour atteindre vos objectifs »

LA SOLUTION DE GESTION POUR LA DISTRIBUTION, LOGISTIQUE, HORLOGERIE, PRODUCTION, FINANCE, RH, POINT DE VENTE, REPORTING

Plus de 4000 utilisateurs en Suisse !



Interview de Nicolas Aune

Secrétaire général de l'Union Industrielle Genevoise et président du Conseil interprofessionnel pour la formation (CIF)

Quels sont, à votre avis, les enjeux de la formation professionnelle à moyen et long terme ?

La formation professionnelle s'inscrit pleinement dans le concept de développement durable : grâce à l'apprentissage, l'entreprise doit apprendre à gérer ses compétences propres et à transmettre son savoir-faire.

A l'instar des produits bio dans l'alimentaire, les entreprises doivent de plus en plus communiquer sur leurs valeurs. Or, la formation professionnelle est une valeur essentielle au bon équilibre économique et social de notre société. En ce sens, l'intégration et la formation deviennent de plus en plus une obligation morale de l'entreprise vis-à-vis de son environnement, de ses marchés et de ses clients.

L'image d'antan de lourdeurs administratives et d'un surplus de paperasseries n'est plus, depuis 2009, une réalité objective, même si, hélas, ces clichés ont encore la vie dure... Ainsi, la responsabilité de la surveillance de l'apprentissage a été reprise par les associations professionnelles, qui encadrent et impliquent mieux les entreprises. L'apprentissage souffre également encore et toujours

de nombreux clichés négatifs et/ou péjoratifs, parfois auprès des entreprises mais surtout auprès des parents, qui ne réalisent pas encore à quel point la filière de formation professionnelle a évolué depuis dix ans.

La formation professionnelle doit apprendre à mieux communiquer localement pour convaincre tant les parents que les entreprises de son incroyable potentiel et de son succès, qui sont tous deux, paradoxalement, bien mieux perçus à l'étranger qu'en Suisse.

Qu'est-ce qui pourrait, selon vous, inciter les entreprises à être plus nombreuses à offrir des places d'apprentissage ?

Je vois trois facteurs. Les entreprises doivent tout d'abord prendre conscience que l'apprentissage est une valeur tant à l'interne de l'entreprise qu'à l'externe, pour ses clients.

Ensuite, il faut continuer à développer des moyens concrets pour aider et accompagner les entreprises face aux contraintes administratives, d'encadrement et de suivi de formation des jeunes qu'elles vont former.

Enfin, il faut sensibiliser davantage les parents, les enseignants et les acteurs de la scolarité obligatoire aux perspectives réellement prometteuses de l'apprentissage et des filières professionnelles comme une alternative au moins aussi positive que la filière gymnasiale.

Pensez-vous que l'apprentissage est toujours, au XXI^e siècle, un bon système de formation ?

Notre système de formation professionnelle est considéré comme le meilleur système de formation au niveau international. Il n'y a pas une semaine qui ne s'écoule sans que nos institutions ne soient visitées par des délégations étrangères de haut niveau. Selon une enquête récente de MIS-Trend classant les meilleurs atouts de la Suisse, le système de formation professionnelle arrive au 1^{er} rang et ceci est exprimé de manière encore plus forte par les leaders professionnels. La formation professionnelle est donc une voie qui devient particulièrement prisée pour pallier la pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Une des plus grandes richesses de la formation en alternance réside dans la proximité qu'elle entretient en demeurant constamment en lien direct avec la réalité et les milieux professionnels. En effet, grâce à ce système dual, ce sont les entreprises (via les associations professionnelles patronales et syndicales) qui ont le devoir d'adapter et de régir les ordonnances de formations (contenus), en ajustant ainsi quasiment en temps réel les thèmes d'enseignements et en collant étroitement tant à l'évolution technologique qu'aux besoins de l'économie.

Cette proximité pragmatique repose par ailleurs sur un partenariat social précieux en ce sens qu'il permet d'optimiser très efficace-

ment les processus politiques de mise en œuvre des nouvelles lois et des budgets. A Genève, la quasi-totalité des projets de loi liés à la formation professionnelle ont été adoptés à l'unanimité des partis du Grand Conseil : du jamais vu, qui démontre que le partenariat social a permis de débattre et de résoudre bien en amont les différends éventuels.

Craignez-vous, comme M. Evéquoz, qu'à force de vouloir rendre plus difficile l'apprentissage, on en fasse une formation de niveau tertiaire ?

Les attentes des milieux professionnels sont de plus en plus élevées et, parallèlement, les entreprises recherchent en priorité des personnes avec une expérience professionnelle.

Les filières professionnelles apportent cette expérience, contrairement aux filières académiques. Elles offrent en plus un potentiel d'évolution tertiaire qui n'existait

pas il y a encore 10 ans, notamment grâce aux passerelles et à la création des HES ou de la maturité professionnelle.

Les entreprises vont cependant devoir comprendre qu'elles ne peuvent pas avoir le beurre et l'argent du beurre : elles vont devoir s'impliquer dès le début de la formation des jeunes et apprendre à leur réserver un espace de formation adapté qui s'avérera précieux pour l'avenir. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans l'horlogerie au seuil des années 90 a conduit nombre d'entreprises horlogères à repenser leur système de recrutement et elles s'organisent aujourd'hui intelligemment pour intégrer des jeunes dans des centres de formation professionnelle qu'elles ont elles-mêmes conçus.

Ce modèle s'étendra à d'autres secteurs et ce d'autant que les problématiques d'immigration vont continuer à peser sur notre économie. ■

Séminaires d'entreprise

Mettez en valeur votre savoir-faire

Vous souhaitez élargir votre clientèle, développer vos affaires, mettre en valeur vos produits et services et gagner en visibilité ? Alors utilisez les compétences de la CCIG en organisant un séminaire d'entreprise !

Pour tout renseignement, contactez M. Sonam Bernhard
tél. 022 819 91 24, s.bernhard@ccig.ch



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



vosre potentiel?

discerne d'emblée

une banque qui

travailler avec

attrayant de

N'est-ce pas

Dans notre offre pour la Clientèle entreprises, nous accordons une importance toute particulière à la transparence du rating lors de l'octroi du crédit, la pérennité des relations avec nos clients et la simplification des démarches administratives. Informations complémentaires : www.banquemigros.ch ou Service Line 0848 845 400.

BANQUEMIGROS
Elle fait toute la différence.

info **COMMERCE INTERNATIONAL**

Mission économique au Japon avec Pierre Maudet

Du 24 au 28 novembre prochain, la CCIG, en collaboration avec le Jetro, l'OPI et le Service de la promotion économique de Genève, organise une mission économique au Japon, dans la région du Kansai et à Tokyo.



Cette mission comprendra notamment des séances d'informations pointues relatives au marché japonais avec

les meilleurs spécialistes suisses sur place, des réunions avec des partenaires commerciaux (incluant des visites d'entreprises) à la carte pour

chaque entreprise participante et des rencontres avec des institutions officielles, très utiles pour ouvrir des portes dans ce grand marché. Un dîner à l'ambassade de Suisse et des rencontres avec des autorités japonaises sont également prévus.

Elle permettra aux entreprises genevoises intéressées par ce marché de développer et consolider un réseau

de partenaires économiques japonais, dans le cadre de la célébration des 150 ans d'amitié nippo-helvétique. ■

■ **INFORMATIONS**

Philippe Meyer - p.meyer@ccig.ch
tél. 022 819 91 11

■ **PROGRAMME ET INSCRIPTIONS**

www.ccig.ch (Agenda des événements)

En partenariat avec



Aide à l'exportation

Des outils web efficaces

Switzerland Global Enterprise (S-GE) a pour but d'informer, de conseiller et d'accompagner les PME suisses et liechtensteinoises dans le développement de leurs activités internationales. Depuis peu, S-GE propose des outils Web astucieux et efficaces qui complètent son offre en matière de soutien aux entreprises désireuses de trouver de nouvelles opportunités de développement commercial à l'étranger.

■ **WarmUp2Export**

Cet outil permet d'évaluer rapidement son niveau de préparation à l'export. Il suffit de répondre à un certain nombre de questions-clés et le résultat du questionnaire dira si l'on est prêt à lancer son projet. Le questionnaire n'est toutefois pas exhaustif, il permet avant tout de faire le point. Pour approfondir d'éventuelles questions, S-GE se tient à disposition pour un entretien de conseil individuel et gratuit.

■ **Trade4Free**

Si l'on ne connaît pas grand-chose aux accords de libre-échange et que l'on recherche un appui pour leur application pratique, l'outil Trade4Free vous guide pour savoir si vos produits entrent dans le champ d'application d'un accord de libre-échange et si vous pouvez bénéficier d'exonérations ou de réductions des droits à l'importation dans le pays de destination.

■ **Market Navigator**

Dernier né des outils en ligne pour cibler des débouchés export, Market Navigator permet de faire une première sélection de pays lorsque l'on souhaite se lancer à l'international. Quel pays est le mieux adapté à ses produits et services? Nombreuses sont les PME à se poser cette question, surtout si elles vendent des produits particulièrement innovants



et si elles n'ont pas encore eu l'occasion de faire leurs armes à l'export.

Cependant, avant de pouvoir définir le pays cible qui leur convient le mieux, encore faut-il qu'elles se posent une série de questions importantes ayant trait à la production, au marketing, à la vente, au service-client, à la logistique de distribution, au financement, aux ressources en personnel, etc. Market Navigator aide à faire un premier choix personnalisé dans son domaine d'activités. ■

■ **INFORMATIONS**

www.s-ge.ch



Av. d'Ouchy 47 - CP 315
1006 Lausanne
Tél. + 41 21 545 94 94

Le Japon en bref

Le Japon est la troisième économie mondiale. Son premier ministre actuel, Shinzo Abe, a mis en place un important programme de réformes et d'ouvertures économiques, les célèbres « Abenomics ». Il est de bon ton depuis quelques mois de dire: « Japan is back ». L'heure du changement a donc sonné pour ce pays, et il est particulièrement opportun pour les entreprises suisses de s'y intéresser à nouveau. Tout est mis en œuvre par le gouvernement actuel pour attirer les investissements étrangers et pour faciliter les partenariats économiques, grâce à l'ouverture de différents secteurs économiques tels que ceux de l'énergie, de la logistique ou des transports.

■ **Un acteur économique majeur**

Population: 128.1 mios (2010)
Superficie: 377 887 km²
PIB: USD 5 984 mias (2013) [2/193]
PIB per capita: USD 46 896 (2013) [17/185]

■ **Un allié économique de poids pour la Suisse**

Flux commerciaux Suisse – Japon

- Exportations suisses (2012): CHF 6 959 mios (4.5%) [8°]
Principaux secteurs: pharma, horlogerie, chimie, machines
- Importations japonaises (2012): CHF 4 215 mios (1.7%) [12°]
Principaux secteurs: automobile, métaux précieux, pharma/biotech

■ **Investissements directs**

- Japon > Suisse: 6.6 mias
- Suisse > Japon: 15 mias

■ **Cadre institutionnel**

- 150 ans de relations bilatérales
- ALPE (2009)
- Accords sectoriels (double imposition, coopération scientifique, etc.)

■ **Un partenaire économique de premier ordre pour Genève**

- Nombreuses entreprises genevoises investissant au Japon
- Entreprises japonaises de premier plan basées à Genève (en particulier JTI)
- Siège suisse du JETRO (Japan External Trade Organization)

▶ ENTOUREZ-VOUS DE NOUVEAUX TALENTS!

Vous recherchez de nouveaux collaborateurs, pour un stage ou un premier emploi?

UNI-EMPLOI vous met en contact avec des étudiants et des jeunes diplômés désireux de faire leurs preuves dans le milieu professionnel. Un vivier de compétences pour le présent et le futur de votre société.

Jobs d'appoint,
stages, emplois fixes...
contactez-nous
022 379 77 02
emploi@unige.ch
unige.ch/emploi

UNI-EMPLOI

LA CONNEXION ENTREPRISES-UNIVERSITÉ

Le défi de la relocation à Genève ... relevé par Cartus

Riche de ses soixante ans d'expérience dans le domaine de la relocation, dont vingt exercés dans les cantons de Genève et de Vaud, Cartus est le leader mondial dans la relocation.

Déménager dans un autre pays peut être une expérience difficile, un défi à relever. Les collaborateurs envoyés en mission à l'étranger éprouvent souvent des émotions contradictoires: excitation d'une nouvelle aventure, tristesse de laisser derrière soi sa famille et ses amis, inquiétude à la perspective de s'adapter à un nouveau climat, une nouvelle culture et un nouvel environnement professionnel.

La Suisse compte parmi les lieux d'affectation les plus cotés au monde. En effet, Genève se classe régulièrement parmi les premières villes du monde en termes de qualité de vie. Les expatriés apprécient surtout l'environnement, la culture, la nature proche ainsi que l'accès facile à d'autres villes d'Europe, pour ne citer que les avantages les plus évidents.

Néanmoins, un programme de relocation dans la région genevoise apporte son lot de défis. Au cours de ses vingt années d'expérience dans les cantons de Genève et de

Vaud, Cartus a identifié trois préoccupations principales:

- La difficulté à trouver un logement
- La disponibilité des écoles internationales
- Le manque de maîtrise de la langue locale.

Les autres préoccupations sont liées à la difficulté pour le conjoint à trouver un emploi, au coût de la vie ainsi qu'au système de santé.

Audren Gudiksen de Cartus répond à nos questions.

Quels services Cartus propose-t-il ?

Nos consultants en relocation accompagnent les salariés tout au long de leur transfert. Nos services sont nombreux et comprennent entre autres la recherche de logement, la gestion d'un logement temporaire, la recherche d'école, la coordination des services de déménagement, la location de meubles, la demande de permis de travail, une visite d'orientation et l'assistance à l'installation afin



Audren Gudiksen, Business Development Manager chez Cartus.

de faciliter la familiarisation avec le nouveau lieu de vie. Cartus propose également des formations linguistiques et interculturelles.

Quelles solutions Cartus apporte-t-il aux trois préoccupations principales mentionnées ci-dessus ?

En ce qui concerne le logement, il faut bien expliquer les contraintes du marché immobilier genevois: les objets immobiliers de taille moyenne sont rares et souvent très demandés. En outre, ce marché favorise les propriétaires car la demande dépasse l'offre, ce qui peut susciter une forte concurrence entre les locataires éventuels. Quoique le salarié en mission ait bien déterminé les critères de recherche, il peut être amené à devoir faire preuve de flexibilité en matière de prix, de quartier et de type d'objet. Au fil des ans, Cartus a tissé un réseau d'agents immobiliers dans les cantons de Genève et de Vaud ainsi qu'en France voisine, ce qui facilite

considérablement la recherche de logement. En tant qu'expert dans la relocation, nous informons nos clients des tendances du marché immobilier local. Autre priorité, le bien-être des enfants. De nombreuses familles réfléchissent au choix de l'école avant celui du lieu de leur logement. Il faut donc s'y prendre bien à l'avance afin d'évaluer les besoins de la famille et de recevoir des conseils sur les écoles et leur compatibilité avec le système du pays d'origine. Les demandes d'inscription à l'école doivent être envoyées le plus tôt possible en raison d'éventuelles listes d'attente. Cartus aide les parents dans ces démarches de façon à assurer une place à l'enfant dans les meilleurs délais.

Enfin, parmi les défis identifiés par les personnes ayant répondu à notre dernière enquête sur les Tendances Mondiales de l'Expatriation a figuré le manque de maîtrise de la langue locale. Les compétences interculturelles et linguistiques sont essentielles. Tenter de fonctionner au niveau mondial sans disposer de compétences fortes dans ces domaines constitue une stratégie risquée. En plus de la langue étrangère, l'employé se trouve dans un nouveau milieu de travail où les modes de communication sont peu familiers et les attentes différentes. La famille qui l'accompagne doit aussi aborder la transition et établir un nouveau réseau de soutien afin de pouvoir s'adapter. Nous personnalisons donc nos programmes de formation pour assurer l'efficacité de l'expatrié dans son nouveau milieu de

travail et pour réduire le temps d'adaptation de la famille à la nouvelle culture. L'acquisition des compétences aura des bénéfices pour l'entreprise puisque l'expatrié sera en mesure de mieux communiquer avec ses collègues ressortissants du pays d'accueil.

Pouvez-vous nous présenter l'équipe Cartus ?

A chaque client, Cartus propose un service personnalisé en fonction de ses besoins. Les membres de l'équipe basée à Genève ont en moyenne cinq ans d'expérience dans la relocation. Nos 22 employés parlent couramment le français et l'anglais, ainsi que l'allemand, l'espagnol, l'italien et le portugais. Une grande partie d'entre eux ont vécu ou travaillé à l'étranger et donc comprennent la complexité que représentent les transferts internationaux. Cette diversité d'expériences nous permet d'apporter un service complet tant au Responsable des ressources humaines qu'au salarié et à sa famille. ■

CARTUS®

L'équipe Cartus serait heureuse de vous accueillir sur le stand H23 au Salon RH Suisse le 1^{er} et 2 octobre prochain.

■ INFORMATIONS

Audren Gudiksen
tél. 022 307 01 00
audren.gudiksen@cartus.com

- ✓ Proximité avec le bureau
- ✓ Temps de trajets domicile-travail
- ✓ Conditions du trafic
- ✓ Options de trajets domicile-travail
- ✓ Services médicaux
- ✓ Proximité avec les équipements, infrastructures/magasins
- ✓ Proximité avec les écoles



**Récolter les lauriers!
Notre business**



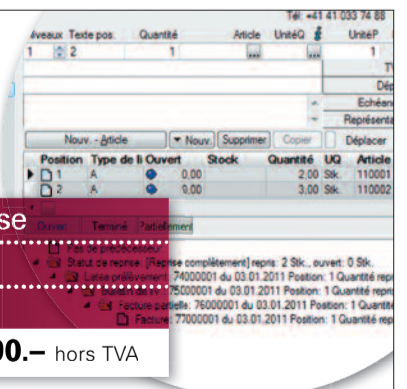
LAIM BACHERS
sponsored by SelectLine

100%
PME
compatible

SelectLine®
Logiciels de gestion

Technique, performance et agilité sont également des facteurs de succès décisifs en business. SelectLine est un logiciel de gestion modulable s'adaptant parfaitement aux besoins des petites et moyennes entreprises. Testez dès maintenant la nouvelle version 13.

ioware SA | Warpelstrasse 10 | 3186 Dürdingen
Tel. +41 26 492 90 30 | info@ioware.ch | www.ioware.ch



**Entreprise
Compta
Salaire**

dès CHF 890.- hors TVA

Disponible en version Standard,
Or et Platine.

ioware

info **CHAMBRE**

Au cœur d'un réseau agissant



Les zones industrielles ont la vie dense

Dans son action pour promouvoir la prospérité économique durable, fondée sur des bases saines, qu'elle appelle de ses vœux, la CCIG collabore avec de nombreux partenaires institutionnels, privés ou publics, dans un réseau fertile et agissant. Dans le CCIGinfo de mai, nous présentions le CAGI (Centre d'accueil de la Genève internationale). C'est au tour de la Fondation pour les terrains industriels de Genève d'être sous les feux des projecteurs.



La nouvelle halle logistique du CICR à Satigny.

Depuis 1960, la Fondation pour les terrains industriels de Genève (FTI) est un acteur incontournable des zones d'activités du territoire genevois. Près de 75 % des périmètres industriels sont gérés par elle et la Fondation représente le principal interlocuteur des entrepreneurs souhaitant pouvoir développer une activité industrielle dans notre canton.

Se définissant comme « facilitatrice d'implantation », la FTI est un intermédiaire entre les divers intervenants publics et privés. Elle vise à valoriser les terrains dévolus à l'activité industrielle, à les aménager et à les allouer aux entreprises désireuses de se développer à Genève.

Organisme de droit public, sa gouvernance est assurée par un Conseil d'administration composé d'une vingtaine de membres désignés par les autorités cantonales et communales, représentant les sensibilités politiques du Parlement, les intérêts des communes dont le territoire

compte des zones industrielles et des secteurs économiques en lien avec son activité.

A ce titre, depuis de nombreuses années, la CCIG est présente au Conseil de direction – soit le Bureau de la FTI – par l'intermédiaire de l'un des membres de sa Direction. Nommé par le Conseil d'Etat, Charles Lassaue assure ainsi le lien entre les milieux économiques et la Fondation, portant devant elle les préoccupations des entreprises et pouvant être une source d'information – dans les limites du secret de fonction – pour ces dernières.

D'importants défis à relever ces prochaines années

L'exiguïté du territoire genevois est une incontournable réalité, qui conduit à rationaliser l'utilisation du sol, quelle que soit son affectation. Compte tenu du dynamisme qui règne dans les zones d'activités et des fréquentes mutations qui s'y déroulent, il est indispensable d'initier rapi-

dement un processus de densification. Le Grand Conseil a d'ailleurs adopté, en 2012, une loi permettant la mixité des activités dans ces zones, afin de favoriser la densification en hauteur des parcelles dévolues aux activités. La CCIG avait fortement œuvré afin de faire aboutir ce projet.

La Fondation sera également en première ligne dans le cadre du grand projet Praille-Acacias-Vernets (PAV), une part importante du territoire étant sous sa gestion. Des discussions doivent être entamées avec toutes les entreprises qui occupent actuellement le périmètre afin de permettre leur déplacement ou leur accompagnement dans une démarche de promotion et de développement de leurs parcelles. Des accords innovants devront être trouvés pour initier dans de bonnes conditions la mutation de cette future extension de la ville.

Enfin, les concepts d'écologie industrielle et de mutualisation de services sont au cœur de la réflexion pour définir les zones d'activités de demain. Le concept d'EcoParcs industriels est en développement au sein de la Fondation. Il part de la prémisse que les entreprises présentes sur un même site sont complémentaires plutôt que concurrentes et que des synergies peuvent être trouvées. La gageure consiste à initier le dialogue entre des partenaires qui n'avaient pas l'habitude de ce type de démarches. La zone de Plan-les-Ouates pourrait être le laboratoire de cette démarche.

Et la CCIG ?

Quel est le rôle de la CCIG, respectivement de son représentant dans l'avancement de ces projets ? Il peut tantôt se révéler un moteur au sein du Conseil, ou alors, à l'inverse, être un garde-fou, sur la base de ses connaissances du milieu économique genevois, lorsque des options néfastes à l'ensemble de l'économie sont envisagées. C'est au travers des informations du quotidien des entreprises que peuvent se forger les opinions à défendre. Tout contact avec elles est donc accueilli

Charles Lassaue (tél. 022 819 91 11 ou c.lassaue@ccig.ch) recueille volontiers les préoccupations des entreprises.

avec plaisir, pour que le développement des zones d'activités genevoises réponde aux attentes de la majorité des entreprises. ■

La JEG prend ses quartiers d'été à la CCIG



De g. à dr. : Dawit Sebhatu, Hela Aissaoui, Gita Kurnia, John Cheng et Mariano Musetti et, debout : Thierry J. Reverdin.

Cet été, la CCIG s'est associé les services de cinq étudiants de l'Université de Genève, tous membres de la **Junior Entreprise Genève (JEG)**. Elle espère, grâce à leurs compétences en marketing et en recrutement, faire adhérer de nouvelles entreprises afin d'élargir la base de ses membres.

Alors qu'elle s'apprête à fêter ses 150 ans, la CCIG est ravie de se présenter

aux yeux du tissu industriel et commercial sous un angle nouveau, frais et dynamique. En outre, faire appel à ces étudiants pendant deux mois et demi leur permet de « se frotter au monde réel » et d'étoffer leur cursus académique par une expérience en entreprise. C'est une situation « win-win », selon Thierry J. Reverdin, responsable des Relations membres, à l'origine de cette sympathique et fructueuse collaboration. www.jeg.ch. ■



GENÈVE-PÉKIN

Vol direct

4 vols par semaine en Airbus 330 avec Air China.

Volez via Pékin, escale gratuite, pas de visa pendant 72 heures, libre accès au lounge, une nuit d'hôtel offerte à Pékin.

Un horaire idéal permet d'excellentes correspondances vers le reste de la Chine ainsi que vers 32 destinations en Asie et en Australie.

A l'aller, départ de Genève à 20h25 et arrivée à Pékin à 12h55 le jour suivant.
Au retour, départ de Pékin à 13h30 et arrivée à Genève à 18h25 le même jour.

GENÈVE
AÉROPORT

Air China: Tél: 00800 86 100 999
info@airchina.ch - www.airchina.ch

AIR CHINA
中國國際航空公司

A STAR ALLIANCE MEMBER

info **POLITIQUE**

« Forfaits fiscaux » : la réalité des chiffres

Quel est le point commun entre 16 mois de subventions aux EMS genevois, le budget des transports publics vaudois et les charges du personnel de la police cantonale valaisanne ? En temps normal, il n'y en a pas. A trois mois de la double votation, fédérale et cantonale, visant à l'abrogation du système d'imposition d'après la dépense – souvent, mais abusivement, appelé « forfaits fiscaux » –, ces trois postes budgétaires, importants s'il en est, correspondent aux pertes fiscales induites par le départ des contribuables concernés... et dont le financement incomberait donc dorénavant entièrement aux autres contribuables, c'est-à-dire avant tout à la classe moyenne.



160 millions par an en moyenne à Genève, **700 millions pour l'ensemble de la Suisse**: l'importance fiscale des « forfaitaires » n'est plus à démontrer. Rapporté à leur effectif 2012 – 710 à Genève, 5634 en Suisse –, cela représente plus de 225 000 francs par contribuable genevois, 125 000 en moyenne suisse. Dans un canton comme Genève, où la très forte progressivité des taux d'imposition fait que le « top 1% » des contribuables s'acquittent à eux seuls de 20% des recettes fiscales (!), on mesure bien l'importance pour les finances cantonales que ces contribuables fortunés restent à Genève.

Mais l'analyse ne doit pas s'arrêter à la colonne des revenus, les charges induites doivent également être passées en revue. Remarquables contributeurs aux budgets publics, les personnes imposées d'après la dépense

sont en revanche des consommateurs de services publics très frugaux ! Elles ne sollicitent que peu l'école publique ou les hôpitaux (au profit d'institutions privées), elles n'émargent pas à l'aide sociale et ne sollicitent aucune aide étatique. Elles appartiennent donc au cercle très restreint des **contributeurs nets** aux finances de l'Etat.

En élargissant le champ d'observation à l'économie genevoise, et non plus aux seules finances publiques, le constat est encore plus marqué. Les contribuables imposés d'après la dépense sont d'indubitables **moteurs de l'économie locale** dans de nombreux secteurs. Les métiers du bâtiment, qu'il s'agisse du gros œuvre ou du second œuvre, des artisans ou des PME, bénéficient des investissements immobiliers réalisés par les « forfaitaires ». Les secteurs hôtelier et de la restauration voient également leurs prestations être fortement sollicitées, tout comme les services financiers, bancaires, juridiques et d'assurances. Enfin, pour être exhaustif, il convient de prendre en compte les emplois directement générés par les 710 contribuables imposés sur leur train de vie à Genève. Il s'agit généralement de services à la personne (personnel de maison, jardiniers, chauffeurs, infirmiers, etc.).

Selon une étude effectuée par la Confédération, dont les résultats peuvent être extrapolés pour le canton, ce sont donc près de 3000 emplois qui sont directement ou indirectement dépendants de la présence de ces contribuables étrangers à Genève. Loin d'être anodin alors que plus de 15 000 demandeurs d'emploi sont toujours enregistrés et que le taux de chômage stagne à 5,4%...

La double votation qui interviendra fin novembre verra brandi son lot d'arguments émotionnels. La stigmatisation des riches étrangers installés sur notre territoire – cantonal ou national – figurera en bonne place. Il serait donc indiqué, au moment de glisser son bulletin dans l'urne, de se rappeler ces quelques chiffres. Le départ de ces « forfaitaires » nous obligerait à choisir entre la peste et le choléra : soit on économise 160 millions par an en renonçant à certaines tâches publiques, soit on demande **à la classe moyenne de passer à la caisse**.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agirait d'une perte pour les Genevois que seul un rejet sans état d'âme de ces initiatives néfastes pour l'économie permettra d'éviter. ■

info **CHAMBRE**

Compte rendu

Midi de la Chambre du 3 juillet 2014

Depuis mai 2013, Air China est la seule compagnie aérienne asiatique à offrir une liaison directe entre Genève, Pékin et toute l'Asie extrême orientale, l'Asie du Sud-Est et jusqu'en Australie grâce à quatre vols directs Genève-Pékin par semaine, avec la possibilité de cumuler des miles sur les cartes des autres membres de la Star Alliance. Le service de cabine empreint du sens de l'hospitalité chinoise et un équipement de pointe à bord des appareils Airbus A330-200 rendent le voyage sûr et rapide. www.airchina.com

Viktoria Aversano et Christophe Imhoos, tous deux médiateurs assermentés, coaches certifiés et avocats, sont associés au sein d'**Esprit d'entente SNC**. Leurs services portent notamment sur une assistance lors de différends à travers le coaching, la médiation et le droit collaboratif. www.esprit-entente.ch

La **HES-SO Genève** offre des formations tertiaires de niveau universitaire, axées sur la pratique professionnelle. Elle délivre des titres bachelors et masters. Membre de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale, c'est un acteur fondamental du tissu économique et socioculturel genevois. www.hesge.ch

Fondée en 1996, **Jet Info** est une société de services informatiques s'adressant aux PME de Suisse romande. Elle seconde ses clients dans toutes les phases du processus informatique et remplit son rôle de



Les orateurs du jour étaient (de g. à dr.): Christophe Imhoos, Esprit d'entente; Raphaël Reinhardt, ma-societe.ch; Patrick Bruxelles, Jet Info S.à.r.l.; Yves Sandler, ATS-Studios Suisse S.à.r.l.; Marco Cattaneo, HES-SO Genève; Dylan Fournier, Air China.

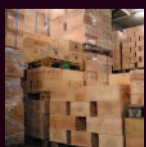
spécialiste en tant que collaborateur interne, impliqué dans la bonne marche de l'entreprise, dans un partenariat basé sur la confiance et le respect mutuel. www.jet-info.com

ma-societe.ch est une plateforme juridique pour les entreprises dirigée par des avocats spécialistes en droit commercial. Les avocats de ma-societe.ch assistent les entreprises pour résoudre les problématiques juridiques auxquelles elles sont confrontées, notamment la rédaction et la révision contractuelle, la restructuration et la transmission d'entreprises, l'audit juridique et la représentation en justice. www.ma-societe.ch

ATS-STUDIOS Suisse, filiale du Groupe ATS-STUDIOS créé en 1985, est spécialisée dans la communication sonore: messages téléphoniques, création musicale, jingles, production de spots radio, films, présentations PowerPoint, sonorisation des espaces. Pour rendre ses clients uniques, elle les accompagne dans la création de leur empreinte sonore et élabore ce qui va devenir leur identité, leur ADN musical. www.ats-studios.com



A votre service,



depuis
125 ans!

PORTS FRANCS
ET ENTREPÔTS DE GENÈVE SA

www.geneva-freeports.ch

Compte rendu

Comment bien utiliser la CCIG ?

Les missions de la CCIG sont multiples, tout comme les services qu'elle offre aux membres, et il n'est pas aisé d'avoir la palette complète toujours présente à l'esprit. Afin de permettre aux membres d'exploiter pleinement les ressources de la Chambre, un séminaire proposera, à intervalles réguliers, un tour d'horizon de ses prestations. La première édition a eu lieu le 27 juin dernier.

Quatre missions principales

Il a tout d'abord été rappelé que la CCIG a pour objectif d'assurer une économie forte, permettant aux acteurs qui constituent le tissu économique local d'exercer leur activité de manière pérenne.

Pour ce faire, l'action de la CCIG se décline en quatre missions :

1. améliorer les conditions cadre de l'économie ;
2. promouvoir ses membres par la mise en relation d'affaires ;
3. fournir des services aux entreprises ;
4. informer et documenter ses membres.

Par « améliorer les conditions cadre », on entend développer positivement l'ensemble des paramètres structurels qui influencent l'attractivité économique de Genève. La CCIG travaille particulièrement sur quatre volets, qui touchent toutes les entreprises actives sur le territoire indépendamment de leur taille ou de leur branche : l'aménagement du territoire, l'énergie, la fiscalité et la mobilité.

Signaler les absurdités et les problématiques

Indépendante des autorités politiques, la CCIG fait entendre la voix des entreprises en prenant position, par exemple lors de consultations législatives cantonales et fédérales, et en formulant des propositions ayant trait à l'une ou l'autre des conditions cadre, souvent à l'occasion de campagnes de votations.

Mais pour qu'elle puisse remplir efficacement ce rôle, il est important que les entreprises lui fassent part des problématiques qu'elles rencontrent dans leur quotidien ou des absurdités administratives ou législatives auxquelles elles se retrouvent confrontées.

Lorsque la solution au problème présente un intérêt général pour les entreprises, alors la CCIG interviendra pour essayer de résoudre la situation.

Signalez à la CCIG les problématiques ou absurdités rencontrées !

La mise en relations d'affaires

La CCIG met sur pied de nombreuses opportunités institutionnelles de nouer des relations d'affaires. En effet, pas moins de 60 manifestations annuelles totalisent quelque 2450 participants. Il s'agit donc d'utiliser ces manifestations pour réseauter. Ce séminaire est l'occasion de rappeler les quelques règles de base du réseautage.

Nombreux services

La CCIG renseigne les exportateurs sur les formalités exigées par les pays d'importation et sur l'application des accords commerciaux. Dans un délai de 24 heures, elle légalise tous les certificats d'origine, factures, attestations et autres documents nécessaires à l'exportation. Elle délivre également les attestations d'origine des produits exportés permettant le calcul des droits de douane.

A cette occasion, il a été souligné combien il est important de se renseigner soigneusement sur l'existence d'un accord de libre-échange.

En effet, les privilèges douaniers convenus dans un accord de libre-échange doivent être demandés par les entreprises. Or, il est avéré que les entreprises suisses n'exploitent pas systématiquement les avantages auxquels elles ont droit, ce qui se traduit par des millions de francs qui partent en frais inutiles chaque année.

La CCIG établit également les carnets ATA, documents douaniers internationaux permettant l'importation temporaire de marchandises en franchise de droits (de douane) et taxes (TVA). Dans un autre registre, les membres de la CCIG peuvent bénéficier des prestations du Service d'assistance juridique et conseils (SAJEC), spécialisé en droit du travail, à un tarif spécial. La CCIG a, en outre, mis en place un service de médiation commerciale pour permettre aux entreprises de régler efficacement leurs litiges.

Enfin, la CCIG offre un accès aux adresses professionnelles contenues dans Swissfirms, principale base de données des entreprises de Suisse. Y figurent tous les membres des Chambres de commerce de Suisse romande et du Tessin, ainsi que des deux Bâle, de Berne, Soleure et Zurich (qui inclut Schaffhouse et Zoug) ainsi que, partiellement, d'Argovie, de Glaris, Lucerne, Saint-Gall, Thurgovie et des Grisons.

Utilisée par exemple lors d'appels d'offre, on ne saurait trop insister sur l'importance qu'il y a à tenir soigneusement à jour la fiche de son entreprise ! Lorsqu'ils achètent un listing **Swissfirms**, les membres de la

CCIG bénéficient de 25 % de rabais. La qualité de membre permet également d'obtenir des conditions spéciales auprès des partenaires **Swissfirms**: **VTX**, **Creditreform** et **Bisnode D&B**. ■

Le prochain séminaire « Comment bien utiliser la CCIG ? » aura lieu le **5 novembre 2014** de 8 h 15 à 10 h (ouverture des portes et accueil à 7 h 45).



Vos interlocuteurs à la CCIG (de gauche à droite)

- Eric BIESEL, Arbitrage et Médiation, Emploi et formation, Relations transfrontalières, Tourisme et commerce genevois
- Jacques JEANNERAT, directeur, coordination de la politique générale, relations avec les CCI et associations suisses
- Philippe MEYER, Commerce international, Politique économique et analyses conjoncturelles, Transport aérien
- Alexandra RYS, Communication
- Charles LASSAUCE, Fiscalité et finances publiques, Banque et finance, Aménagement du territoire
- Nathalie HARDYN, directrice adjointe, Energie et environnement, Développement durable, Transport et circulation.

Nouveauté

Une nouvelle rubrique, intitulée « Comptes rendus », vient d'être créée dans le blog de la CCIG (blog.ccig.ch). Elle contient les **comptes rendus des séminaires** organisés par nos membres, tels qu'ils ont été publiés dans le CCIGinfo.

NOUVELLE CITROËN C4 CACTUS

CITROËN préfère TOTAL

Offres valables sur véhicules vendus du 1^{er} au 31 août 2014. Offres réservées aux clients particuliers, dans le réseau participant. Prix de vente conseillés. Citroën C4 Cactus 1.2 VTi 75 BVM Start, prix de vente Fr. 18'150.-, prime de reprise Fr. 2'500.-, soit Fr. 15'650.-; consommation mixte 4,6 l/100 km; émissions de CO₂ 105 g/km; catégorie de consommation de carburant B. Modèle présenté avec options : C4 Cactus 1.6 e-HDi 90 ETG6 Shine Edition Moonlight, prix de vente Fr. 29'500.-, prime de reprise Fr. 2'500.-, soit Fr. 27'000.-; mixte 3,6 l/100 km; CO₂ 94 g/km; catégorie A. Prime de reprise de Fr. 2'500.- valable uniquement en cas de reprise d'un véhicule immatriculé au nom du client depuis 6 mois au moins. Moyenne CO₂ de tous les modèles de véhicules 148 g/km.



dès Fr. 15'650.-



CITROËN
GENÈVE

CITROËN (Suisse) S.A. – Succursale de Genève – Route des Acacias 27 – 1211 Genève 26
022 / 308 03 53 – 022 / 308 02 49 – www.citroen-geneve.ch

info **SPONSORS**

Séminaire

Retraite : peut-on encore conserver son niveau de vie antérieur ?

Vendredi 10 octobre, de 8h à 10h - CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

Cette conférence s'adresse aux chefs d'entreprise, cadres dirigeants et indépendants.

Baisse des rendements des capitaux de prévoyance, réduction du taux de conversion... Est-il utopique de vouloir conserver son niveau de vie antérieur ? Quelles options s'offrent aux cadres dirigeants, chefs d'entreprise et indépendants pour y parvenir ?

A côté du 3^e pilier A et des assurances-vie qui offrent des compléments bienvenus, il existe bien sûr toujours l'épargne individuelle.

Celle-ci est toutefois pleinement fiscalisée de sorte que sa constitution et son accroissement se paient au prix fort. Dans ces conditions, pourquoi ne pas se tourner vers des solutions de prévoyance professionnelle innovantes offrant flexibilité et individualisation, tout en bénéficiant de l'exonération fiscale ?

Gestionnaire de patrimoine privé depuis 170 ans, Bordier & Cie viendra présenter sa vision de la prévoyance ainsi que les produits qu'elle met à disposition des cadres et chefs d'entreprise, en collabora-

tion avec son partenaire (Elite Fondation de prévoyance) pour leur permettre de maintenir leur niveau de vie antérieur une fois arrivés à la retraite. ■

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS
www.ccig.ch (Agenda des événements)

bordier | 1844

Bordier & Cie
Rue de Hollande 16
1204 Genève
www.bordier.com



EFFICIENTLY DIFFERENT IN MEETINGS!
Journée d'étude dès CHF 119.-*

*Tarif par personne, selon disponibilités, TVA et service inclus. Pour un minimum de 10 personnes.

Starling
HOTEL & CONFERENCE CENTER
GENEVO

STARLING GENEVA HOTEL & CONFERENCE CENTER
Route François-Peyrot 34 · CH - 1218 Le Grand-Saconnex · Geneva · Switzerland
T + 41 22 747 02 02 · meetings@shgeneva.ch · www.shgeneva.com

Compte rendu

Performance et Hautes Technologies dans la construction !

En présence de différents acteurs du monde de la construction, Bernard Chauvet, directeur de Losinger Marazzi Genève, en partenariat avec Jacques Jeannerat, directeur de la CCIG, a organisé une conférence le 17 juin dernier au Starling Geneva Hotel & Conference Center avec l'objectif d'apporter un regard nouveau sur l'industrie de la construction.



Pierre Epars, directeur général de BG Ingénieurs Conseils, a fait la démonstration de la maquette numérique. Outil extrêmement complet qui est en passe de devenir indispensable au milieu de la construction, il permet, grâce à une seule et unique plateforme, de réunir, modéliser et faire évoluer tous les aspects structurels, architecturaux et techniques d'un bâtiment.

Thierry Juif, directeur de la construction durable chez Bouygues Construction, a lui fait découvrir ABC, Autonomous Building Citizens, une nouvelle approche de l'habitat durable révolutionnant les codes du marché. En effet, ce concept vise l'autonomie des bâtiments en eau et énergies, tout en optimisant la gestion des déchets. Il place l'habitant au cœur de l'ouvrage en répondant à ses attentes actuelles et aux évolutions de la société.

Patrick Devanthéry, architecte, a fait prendre conscience de la multiplicité des matériaux qui permettent de catalyser l'énergie en répondant aux exigences environnementales tout en valorisant l'aspect architectural d'un projet.

Hugo Martin, ingénieur de recherche à Paris, a présenté le projet Callisto Sari, concept permettant de visiter en réalité virtuelle 3D un projet futur. La spécifi-

cité de ce système est de pouvoir simuler toutes les configurations et caractéristiques thermiques, acoustiques, les changements d'éclairages, etc.

Guillaume Parisot, directeur de l'Innovation chez Bouygues Immobilier, a présenté IssyGrid (Paris), qui est le 1^{er} réseau de quartier intelligent (5000 habitants et 10000 postes de travail) de France.

La ville intelligente doit savoir concilier les perspectives qu'ouvrent le virtuel et le réel. Fred Wenger, architecte urbaniste chez Urbaplan, a fait part de son témoignage en soulignant que cette conciliation reste difficile, s'ajoutant au contexte d'incertitude qui constitue le moteur d'action en matière d'urbanisme. ■

Un grand succès pour cette première conférence !

Retrouvez les thèmes sur www.losinger-marazzi.ch/telechargements/



Shaping a Better Life

Losinger Marazzi SA
Avenue Louis Casar 53 - 1216 Cointrin
Tél. 058 456 76 00 - Fax 058 456 76 01
www.losinger-marazzi.ch

Bordier & Cie : une gestion optimisée et sur-mesure de votre prévoyance professionnelle

Bordier & Cie est l'une des dernières banques privées suisses. Groupe international et indépendant, **Bordier & Cie** est dirigée par la 5^e génération de ses fondateurs.

Comment vous définiriez-vous ?

La gestion de patrimoine est notre seul et unique métier. Depuis 170 ans, en tant que famille et banque, nous contribuons à protéger, développer et transmettre l'ensemble des patrimoines de notre famille, et ceux de nos clients privés.

Gérer les patrimoines n'est pas une chose facile et n'est pas uniquement une question d'argent. Nous sommes une banque de relations, et non une banque de transactions bancaires : il s'agit aussi d'accorder de la place aux relations humaines avec nos clients et leurs familles.

Depuis peu, vous avez étoffé votre offre suisse au niveau de la prévoyance...

En collaboration avec notre partenaire Elite Fondation de prévoyance, nous proposons une solution innovante qui consiste à créer une caisse de prévoyance dite « hors-obligatoire » complémentaire à celle prévue par la LPP (loi sur la prévoyance professionnelle) afin d'améliorer les prestations retraite, invalidité et survivants, tout en optimisant les possibilités d'économies fiscales via la prévoyance professionnelle.

A qui s'adresse cette offre ?

Elle s'adresse aux cadres dirigeants, chefs de PME et indépendants qui travaillent en Suisse et n'ont pas encore atteint l'âge de la retraite. L'affiliation est réalisée collectivement au niveau de l'entreprise/de l'indépendant, en faveur de tout ou partie du personnel, et non de manière individuelle, contrairement au 3^e pilier A.

Quelles sont ses particularités par rapport à la prévoyance obligatoire LPP ?

Premièrement, les fonds investis dans la prévoyance complémentaire sont gérés par Bordier & Cie selon une stratégie de placement personnalisée au niveau de l'indépendant/de l'entreprise, voire au niveau du cadre affilié en fonction des besoins et des risques que celui-ci souhaite prendre. Deuxièmement, la

solution offre une grande flexibilité dans le choix des personnes à affilier, ainsi que dans la définition du plan de prévoyance. Troisièmement, le modèle proposé permet une individualisation maximale de la prévoyance, en limitant les mécanismes de redistribution entre les assurés rencontrés dans les caisses de prévoyance LPP. Enfin, cette solution offre une complète transparence des coûts (aucun prélèvement de frais cachés ne vient amputer les rendements obtenus).

Quel est l'intérêt de créer une caisse de prévoyance complémentaire avec Bordier & Cie ?

Nous vous proposons :

- une amélioration du niveau de vos prestations de retraite ainsi que de vos couvertures en cas d'invalidité et de décès tout en permettant simultanément la déduction intégrale des sommes allouées de votre revenu imposable, synonyme d'économies d'impôts non négligeables ;
- une gestion sur-mesure des avoirs de prévoyance par Bordier & Cie en fonction de vos objectifs et besoins dans le cadre d'une relation unique et personnalisée, propre à Bordier & Cie. ■

Pour plus d'informations concernant la prévoyance hors-obligatoire :

M. Pascal Payot
tél. 058 258 07 60



bordier | 1844

Bordier & Cie
Rue de Hollande 16
1204 Genève
www.bordier.com

info **ENTREPRISE**

Publirédactionnel

« Baromètre de l'attractivité de la Suisse 2014 d'EY » : la place économique suisse est appréciée dans le monde entier

Les résultats du Baromètre de l'attractivité de la Suisse 2014 d'EY sont positifs pour la place économique suisse et le nombre de projets d'investissement suisses en Europe s'est accru de 11 % en 2013. Alors que l'Europe de l'Ouest, qui a mis derrière elle la crise de la dette, retrouve son statut de pôle d'investissement privilégié, la Suisse demeure attractive en tant qu'acteur de niche de taille relativement modeste positionné sur le haut de gamme.

La Suisse convainc les investisseurs internationaux par des atouts exceptionnels tels que la stabilité et la qua-

lité. Sont surtout appréciés la qualité de vie, le système politique stable et son administration fiable (qualité du système éducatif et niveau de qualification de la main-d'œuvre), la stabilité du climat social et la stabilité du franc.

Dans les trois prochaines années, l'attrait de la Suisse continuera à augmenter. Les branches présentant le plus fort potentiel de croissance sont les secteurs « banques/assurances/finance » et « industrie pharmaceutique/biotechnologie ». A l'horizon 2020 toutefois, elle devra faire face au défi du manque de personnel qualifié, tirer plus effica-

cement profit du système éducatif et préserver l'attractivité fiscale par le renforcement de la compétitivité internationale dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises III. Vous trouverez plus d'infos sur www.ey.com/ch. ■



Pierre-Alain Cardinaux / Partner
Responsable régional Suisse romande
Ernst & Young SA
Tél. 058 286 52 94
pierre-alain.cardinaux@ch.ey.com

Nous relevons tous vos défis

Productions audiovisuelles et événementielles sur mesure.



Dorier
www.dorier.ch

info **AGENDA**

Midi de la Chambre

Jeudi 25 septembre 2014 de 12 h 30 à 14 h (accueil dès 12 h)

CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

Venez assister à la présentation des entreprises suivantes :

HARSCH	EAGLE MANAGEMENT CONSULTING SA
OK JOB	PIGUET GALLAND & CIE SA
CROWNE PLAZA GENEVA	VTX DECKPOINT SA

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS www.ccig.ch (Agenda des événements)

Sponsors



2014

Rappel

Introduction à l'origine non préférentielle et à la légalisation de documents

Mercredi 17 septembre 2014 de 9 h à 11 h 45

CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

Destinée à toutes les personnes en charge des exportations dans les entreprises et/ou souhaitant en savoir davantage sur ce sujet, cette

séance, après une présentation de l'origine non préférentielle détaillée, proposera des exemples et des cas pratiques. ■

Comment établir vos carnets ATA

Mercredi 15 octobre 2014 de 9 h à 11 h 45

CCIG, bd du Théâtre 4, Genève

La CCIG, qui délivre près de 3000 carnets ATA par an, organise ce séminaire à l'intention des personnes désireuses d'apprendre à établir un carnet ATA.



Document douanier international, le carnet ATA permet d'importer temporairement des marchandises sans payer la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les droits de douane.

Les carnets ATA sont délivrés et acceptés dans la plupart des pays du monde. ■

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS (pour les deux événements)

www.ccig.ch (Agenda des événements)

Salon

2^e édition de bitoubi, la plateforme des affaires

Mercredi 15 et jeudi 16 octobre 2014, de 10 h à 18 h

Palexpo, Genève

Dédié aux prestataires de services et fournisseurs de biens d'équipement pour les PME, le salon Bitoubi développe différentes formules pour générer et accélérer la mise en relation :

stands, espaces ouverts, conférences, ateliers, Business Speed Dating. ■

INFORMATIONS

www.bitoubi.ch



Participez à l'Enquête conjoncturelle d'automne 2014/2015 de la CCIG !

La traditionnelle Enquête conjoncturelle d'automne est lancée et la CCIG invite toutes les personnes intéressées à y répondre en ligne en se connectant sur le site

www.enquetecci.ch. En tout temps, et ce jusqu'au vendredi 26 septembre 2014, les données du questionnaire en ligne pourront être consultées, modifiées et imprimées. Grâce aux données recueillies, la CCIG pourra dresser un tableau global de la marche des affaires, par secteur,

et définir quelques perspectives pour 2015. Et afin de permettre une comparaison inter-cantonale des résultats, l'enquête est également réalisée auprès des membres des Chambres neuchâteloise, tessinoise et vaudoise. **Les résultats complets seront présentés à l'occasion d'une conférence le 7 novembre 2014 de 8 h à 10 h à la CCIG.**

INSCRIPTIONS (pour le 7 novembre)

www.ccig.ch (Agenda des événements)

12^e Evénement économique

Jeudi 20 novembre 2014

Centre de congrès Palexpo, Genève

Les membres et invités de la CCIG recevront prochainement une invitation.

Save the date



Conception:
ROSS
graphic design

Impression:
SRO-KUNDIG SA
Genève

groupe e

ECOSOLUTIONS

L'efficacité énergétique pour votre entreprise

Bénéficiez de conseils d'experts pour réduire votre consommation d'énergie et répondre aux exigences des lois sur l'énergie et le CO₂.

N'hésitez pas à nous contacter au **026 352 51 21** ou à vente@groupe-e.ch

www.groupe-e.ch

PARTAGEONS PLUS QUE L'ÉNERGIE